

Albert Camus : Dire *non* avant *L'Homme révolté*

Du *Soir républicain* aux éditoriaux de *Combat*

Philippe VANNEY

Il m'a été demandé d'évoquer devant vous¹⁾ les prémices de *L'Homme révolté*, en examinant la période allant de l'avant à l'immédiat après-guerre. N'ayant aucune compétence littéraire ou philosophique, mais quelques connaissances sur les articles de journaux écrits par Albert Camus, il m'a semblé qu'il serait intéressant de découvrir dans *Le Soir républicain* et les éditoriaux de *Combat*, les convictions, les raisonnements, même à l'état partiel, qui sous-tendent la révolte camusienne.

À la suite de Paul Ricœur, lecteur attentif et empathique de *L'Homme révolté*, on discerne une étrange césure entre un premier chapitre éponyme qui nous introduit d'emblée au mouvement de la révolte et à ses articulations, et les chapitres suivants qui s'étendent longuement sur ses dévoiements. Je cite Ricœur : « [L]a courte méditation sur le sens de la révolte est submergée par un gros livre, qui est une véritable histoire de la révolte dans la conscience moderne²⁾. » Le lecteur aurait pu s'attendre à partir du chapitre II à un approfondissement du schéma énoncé, il n'en est rien et Ricœur d'affirmer que « toute la signification du livre est de soumettre l'histoire de la révolte au jugement du principe de la révolte³⁾ » ; celle-ci a été infidèle à ses origines. Et ce n'est que dans les dernières pages que Camus esquisse ce que pourrait être cette fidélité. « Courte méditation », dit Ricœur du premier chapitre, et cela est vrai. À partir d'une affirmation de départ « Qu'est-ce qu'un homme révolté ? Un homme qui dit non. » (III, 70)⁴⁾, Camus fait découler un certain nombre de conséquences parmi lesquelles les idées de limite et de solidarité. Ce chapitre est en réalité une reprise, avec quelques différences, de « Remarque sur la révolte » (III, 325-337), petit essai écrit dans les années 1943-1944.

C'est après la publication de *L'Homme révolté*, après les polémiques, que Camus donne une clé décisive pour comprendre le fondement de ce chapitre

et par là de l'ouvrage tout entier. Il faut y voir « le produit » d'une expérience personnelle (III, 366), nous dit « Défense de *L'Homme révolté* », écrit à l'automne 1952 mais non publié du vivant de son auteur. « À la fois nécessaire et remarquable⁵⁾ », selon les mots de Jean Grenier, « Défense de *L'Homme révolté* » ou plus justement « Post-Scriptum⁶⁾ » nous demande de nous reporter non seulement au temps des atrocités nazies des années 40, mais aussi à l'avant-guerre où le jeune Camus, à la recherche d'une morale cohérente, n'est sûr que d'une chose : sa révolte contre les dogmes, les systèmes, les pouvoirs, la vacuité de la morale bourgeoise, l'égoïsme des élites. « La mystification devint éclatante, écrit-il, quand le gouvernement des décrets-lois voulut appeler à mourir pour la démocratie un peuple à qui on défendait d'en vivre. » (367). L'allusion au temps du *Soir républicain* est évidente.

I. Un journal qui dit *non*

Le Soir républicain est probablement de tous les journaux auxquels Camus a collaboré celui qui est le plus proche de son cœur. Et pour cause : il en a été le rédacteur en chef et on peut dire, sans trop d'exagération, que presque tous les articles de fond ont été écrits par lui, avec à ses côtés Pascal Pia. Jusqu'à la fin, aucune divergence visible entre eux, comme on a pu le constater pour le *Combat* d'après-guerre. *Le Soir républicain*, né des contraintes de la guerre le 15 septembre 1939 et mort quatre mois plus tard le 10 janvier 40 de ces mêmes contraintes, contraste avec son aîné, *Alger républicain*, adossé aux diverses forces du Front populaire. Le Conseil d'administration — ou ce qui en restait — a eu tout à fait raison de critiquer les dérives anarchistes du *Soir républicain* (I, 861). Pour expliquer l'émergence des idées libertaires de Camus, on a insisté sur sa rencontre avec Rirette Maîtrejean au moment de la débâcle⁷⁾. Il me semble, cependant, que tout est déjà en place au temps du *Soir républicain* où on pourrait imaginer une influence prépondérante de Pia, son sulfureux aîné⁸⁾, si on n'avait connaissance de textes encore plus anciens, de la main même de Camus. Ainsi celui-ci inséré dans les *Carnets* à la date d'août 1937, à la fin de son appartenance au Parti communiste :

Chaque fois que j'entends un discours politique ou que je lis ceux qui nous dirigent, je suis effrayé depuis des années de n'entendre rien qui rende un son humain. Ce sont toujours les mêmes mots qui disent les mêmes mensonges. Et que les peuples s'en accommodent, que la colère du peuple n'ait pas encore brisé les fantoches, j'y vois la preuve que les hommes n'accordent aucune importance à leur gouvernement [...]. (II, 825)

Le 16 décembre 1939, Pascal Pia et Albert Camus signent une « Profession de foi » entièrement censurée où on peut lire vers la fin : « Aujourd'hui, où tous les partis ont trahi, où la politique a tout dégradé, il ne reste à l'homme que la conscience de sa solitude et sa foi dans les valeurs humaines et individuelles. » (I, 776).

Rapportons ici un tout petit fait de censure, tant il est symbolique. *Le Soir républicain* a été une cible de choix de la censure militaire et les blancs se sont multipliés⁹). Le journal, dans son combat incessant contre elle, aimait parsemer ses deux pages de nombreux encadrés où figuraient des citations d'hommes célèbres ou non, illustrant, la plupart du temps au deuxième degré, ses convictions libertaires et pacifistes. Le 25 décembre, l'un d'entre eux en première page est censuré totalement. La lecture du rapport du chef de la censure¹⁰), prouve qu'en réalité la citation n'était composée que d'un seul mot. Il s'agissait de NON en majuscule. La concision de ce « non » nous renvoie deux mois en arrière où le 30 octobre paraît cette fois un très long article au titre significatif : « OUI! OUI! Manifeste du conformisme intégral » (I, 758-767) qui dessine en creux, avec une ironie mordante, tout ce que le journal abhorre : le gouvernement, en particulier son chef Daladier, le nationalisme de celui-ci et au-delà toutes les « *élites dirigeantes* » (767). On peut lire dans la conclusion : « Puissances d'argent, puissances spirituelles, puissances de l'armement et de l'organisation disciplinée, nous révérons toutes les puissances établies. » (*Ibid.*).

Pour préciser ce « non » du *Soir républicain*, signalons un article du 29 novembre qui s'approche du cœur du schéma de la révolte camusienne. Il est intitulé « Les fondements juridiques de la liberté » (I, 777-779), avec un surtitre significatif : « Individus dangereux ». Les fameux décrets-lois visés,

comme on l'a vu, par « Défense de *L'Homme révolté* » y sont critiqués en deux temps. Tout d'abord, le journal affirme, très classiquement, que le concept même de décret-loi représente « la capitulation momentanée du pouvoir législatif devant l'exécutif » puisqu'il « permet à celui qui est chargé d'exécuter la loi de la former lui-même » (778). Puis il pointe une évolution récente de la pratique du gouvernement Daladier en faisant remarquer que le contenu de plus en plus vague des décrets-lois est une menace sérieuse contre la démocratie. Ils « ne définissent rien, ne limitent rien et figurent seulement une volonté, une intention ou une menace. » (*Ibid.*), alors que, pour le journal, « [...] une loi, jusqu'à preuve du contraire, pose des limites aux droits et aux devoirs. "Jusqu'ici c'est permis. Jusque-là, c'est défendu." » (*Ibid.*) — On croirait lire un passage du premier chapitre de *L'Homme révolté*. Et l'article de conclure : « En face d'une liberté juridique tous les jours menacée, la liberté de l'individu se dresse un peu plus tous les jours. C'est elle qu'à tout prix il faut maintenir et avec elle la vérité de l'homme. » (779).

La question de la limite ressurgit avec l'approche pacifiste du journal. On ne peut ignorer l'émotion intense que Camus ressent au moment de la déclaration de guerre, émotion exprimée dans les *Carnets* puis dans *Le Soir républicain*. Il s'agit bien de révolte. Mais, dans le ciel bleu et la « lumière dans les rues d'Alger » (II, 884), comment la justifier? « Je cherche à légitimer ma révolte que, jusqu'ici, rien, dans les faits, n'est venu fonder. » (885) Il ne peut cacher sa colère :

Tous ont trahi, ceux qui poussaient à la résistance et ceux qui parlaient de la paix. Ils sont là, aussi dociles et plus coupables que les autres. Et jamais l'individu n'a été plus seul devant la machine à fabriquer le mensonge. (I, 886)

L'un des premiers éditoriaux du *Soir républicain*, intitulé « La guerre » (I, 755-756) revient sur cette émotion intense qui confine au désespoir : « Et c'est bien là peut-être l'extrémité de la révolte que de perdre sa foi dans l'humanité des hommes. » (756). Probablement dans les mêmes moments ou un peu après, Camus insère dans ses *Carnets* une « Lettre à un désespéré » (II, 892-894). Il s'efforce de convaincre son interlocuteur de dépasser le

sentiment qui l'étreint :

Vous croyez encore à l'individu, certes, puisque vous sentez bien ce qu'il y a de bon chez ceux qui vous entourent et en vous-même. [...] Vous avez quelque chose à faire, n'en doutez pas. [...] Ne poussez personne à la révolte. Il faut être ménager du sang et de la liberté des autres. Mais vous pouvez persuader dix, vingt, trente hommes que cette guerre n'était et n'est pas fatale, que des moyens de l'arrêter peuvent être tentés qui ne l'ont pas été encore, qu'il faut le dire, l'écrire quand on peut, le crier quand il faudra. (II, 892 et 894)

Cette « Lettre » énonce le programme que le journal suit pendant plusieurs mois, rappelle les ressorts émotionnels qui entrent dans la formation du non premier de la révolte chez l'individu, et, au détour d'une phrase, l'exigence d'une limite.

Le pacifisme du *Soir républicain* s'articule autour d'un concept *a priori* mystérieux et contradictoire : « la paix dans la guerre » (I, 640), avancé pour la première fois par le Professeur de droit Robert-Édouard Charlier au cours d'une conférence dont Camus rend compte dans *Alger républicain* le 25 avril 1939. Il ne s'agit aucunement d'un pacifisme intégral, mais bien de riposter, les armes à la main à l'envahisseur et à son totalitarisme bestial : « Il est le Mal contre lequel il faut protéger l'esprit humain. » (SR, 5 oct). Cependant, cette lutte ne saurait aller jusqu'à la victoire totale, qui, génératrice de ravages incommensurables, ne ferait qu'alimenter le cercle vicieux de la violence. *Le Soir républicain* s'oppose à tout jusqu'aboutisme. Il entre ainsi en résonnance avec les thèses d'Aldous Huxley développées dans *La Fin et les Moyens*, paru en 1937 traduit en 1939, dont le journal cite de longs passages¹¹⁾. Je rappellerai, pour ma part, une affirmation tautologique qui apparaît dans les premières pages de l'ouvrage : « La guerre et la violence sont les causes primordiales de la guerre et de la violence¹²⁾. » *Le Soir républicain* propose alors inlassablement une trêve non pas de capitulation, mais une trêve qui préserve l'identité de l'autre en préfigurant un nouvel ordre mondial fondé sur la liberté des peuples et la coopération des services étatiques dans une structure fédérale et solidaire¹³⁾. Dans un article censuré « la trêve chemin de

l'ordre nouveau » qui aurait dû être publié le 3 décembre, il reprend pour justifier cette trêve les mots de Huxley : « [...] la fin ne peut justifier les moyens, pour la raison simple et évidente que les moyens employés déterminent la nature des fins produites par eux¹⁴⁾. » Douze ans plus tard, dans les dernières pages de *L'Homme révolté*, même constat : « La fin justifie les moyens ? Cela est possible. Mais qui justifiera la fin ? À cette question, que la pensée historique laisse pendante, la révolte répond : les moyens. » (III, 312). En effet, le concept de « la paix dans la guerre » aussi utopique puisse-t-il paraître à une époque où était flagrant le déséquilibre matériel, organisationnel et psychologique entre la France et l'Allemagne, englobe nombre d'éléments constitutifs du mouvement de la révolte camusienne. La trêve, rendue possible par la prise de conscience d'une limite que le révolté décide de défendre contre « l'intrus » (expression utilisée dans *L'Homme révolté*), exprime elle-même une limite au-delà de laquelle l'anéantissement serait promis aux protagonistes. Celle-ci fonde alors le droit comme le dit, « Remarque sur la révolte » (III, 325) ou des droits de part et d'autre comme le nuance le premier chapitre de *L'Homme révolté* (71), et reconnaît la pluralité et la solidarité qui lie les protagonistes. Dans « Défense de *L'Homme révolté* », Camus écrit : « Pour un esprit aux prises avec la réalité, la seule règle alors est de se tenir à l'endroit où les contraires s'affrontent, afin de ne rien éluder et de reconnaître le chemin qui mène plus loin. » (372). N'est-ce pas là le sens profond de la trêve préconisée par *Le Soir républicain* ?

II. Un peuple qui dit *non*

Après l'interdiction du *Soir républicain*, trois ans s'écoulent jusqu'à l'engagement de Camus aux côtés de la Résistance, avec la publication en 1943 des deux premières *Lettres à un ami allemand*, probablement au moment de son entrée dans le mouvement Combat. Quatre points sont à remarquer dans les *Lettres*. Tout d'abord dès les premières lignes, Camus rappelle la dialectique des fins et moyens qui l'habitait avant-guerre — et l'habite encore — « [...] je ne puis croire qu'il faille tout asservir au but que l'on poursuit. Il est des moyens qui ne s'excusent pas. » (II, 9).

Le deuxième point tient à une interprétation personnelle que l'on pourra toujours contester. Dans le premier chapitre de *L'Homme révolté*, après avoir

décrit l'état émotionnel du révolté qui dit « non », l'auteur passe très vite à une deuxième hypothèse : la révolte « peut naître aussi au spectacle de l'oppression dont un autre est victime. Il y a donc, dans ce cas, identification à l'autre individu. » (III, 74). Camus précise qu'il s'agit d'une « identification de destinées » et une « prise de parti ». Les deux premières *Lettres* rendent compte d'une évolution qui, du pacifisme de l'avant-guerre (II, 11), le conduit à l'entrée en résistance. Cette évolution, qualifiée par des expressions telles que « long détour¹⁵⁾ », « long cheminement », « tout ce temps », si elle est le fruit d'une réflexion sur ce qu'est la justice, la patrie, la pureté des intentions, doit beaucoup à ce « spectacle de l'oppression ». « Il nous a fallu [...] voir mourir et risquer de mourir, il nous a fallu la promenade matinale d'un ouvrier français marchant à la guillotine [...] » (12), lit-on dans la première *Lettre*. La seconde, elle, comporte en son centre le récit à la fois pathétique et sobre, du martyr d'un adolescent vers son exécution. Et l'épistolier de commenter : « [...] voici que maintenant le détour est achevé. Il a suffi d'un enfant mort pour qu'à l'intelligence, nous ajoutions la colère [...]. » (18).

Le point suivant poursuit la veine libertaire du *Soir républicain*. Le début de la deuxième *Lettre* comporte une remarque incidente et sans appel : « [...] un gouvernant est peu de chose » (II, 15) et finit en soulignant l'aspect populaire de la lutte contre les nazis : « C'est la guerre civile, la lutte obstinée et collective, le sacrifice sans commentaire que notre peuple a choisi. C'est la guerre qu'il s'est donnée à lui-même, qu'il n'a pas reçu de gouvernements imbéciles ou lâches, celle où il s'est retrouvé et où il lutte pour une certaine idée qu'il s'est faite de lui-même. » (18-19).

Finalement, la quatrième *Lettre* introduit un élément clé de la révolte camusienne. S'adressant à son interlocuteur nazi Camus écrit : « Et malgré vous-mêmes, je vous garderai le nom d'homme. Pour être fidèles à notre foi, nous sommes forcés de respecter en vous ce que vous ne respectez pas chez les autres. » (II, 28). La fidélité aux origines de la révolte est la condition de son succès et repose finalement sur l'adéquation des moyens aux fins et la découverte d'une limite.

Les articles de *Combat*, à leur tour, donnent chair au révolté, quelque peu abstrait, du premier chapitre. Ainsi retrouve-t-on le thème du « spectacle de

l'oppression », évoqué en termes saisissants dans le n° 57 de mai 1944 : « Tous ces visages défigurés par les balles ou les talons, ces hommes broyés, ces innocents assassinés, nous donnaient au début la révolte et le dégoût qu'il fallait pour entrer consciemment dans la lutte. » (137)¹⁶⁾.

Pour expliquer le *non* de la Résistance, Camus invoque moins la réponse à l'Appel du 18 juin que le choix personnel fait par chacun : « Ils ont choisi dans la solitude », écrit-il le 30 décembre 44 (435). Leur choix n'est pas le résultat d'un long raisonnement argumenté, c'est « une révolte du cœur » (8 oct., 256), c'est « le simple réflexe d'un honneur humilié » (21 août, 152). Peut-être retrouvons-nous là la décision de Charles de Gaulle du 18 juin 1940, mais plus sûrement celle d'autres Français qui ne l'ont pas entendu ni attendu. Ainsi Germaine Tillion, se sentant mal à l'aise à l'écoute du discours de Philippe Pétain le 17 juin, décide-t-elle immédiatement de se rebeller¹⁷⁾. Nous l'imaginons bien derrière ce qu'écrivit Camus le 19 septembre : « Ce qui a porté la Résistance pendant quatre ans, c'est la révolte. C'est-à-dire le refus entier, obstiné, presque aveugle au début, d'un ordre qui voulait mettre les hommes à genoux. La révolte, c'est d'abord le cœur. » (209). C'est donc le vocabulaire de l'émotion, de la passion, de la spontanéité qui revient le plus souvent sous la plume de l'écrivain pour décrire ce qu'il pressent être une nouvelle « aristocratie » : « [L]a partie d'une nation qui refuse en même temps d'être asservie et d'asservir. » (6 sept., 181). À la fin du mois suivant, il ajoute :

[...] le patriotisme n'a pas toujours suffi à faire lever ces hommes pour l'étrange lutte qui était la leur. Il y fallait aussi cette délicatesse du cœur qui répugne à toute transaction, la fierté dont l'usage bourgeois faisait un défaut et, pour tout résumer, la capacité de dire non. (29 oct., 311)

La solidarité, thème majeur de *L'Homme révolté* — « Je me révolte, donc nous sommes » — est aussi bien présente dans de nombreux articles de *Combat*. Elle se découvre dans la lutte, elle est la fraternité des compagnons d'armes, dans les épreuves subies ensemble. À la libération de Paris, Camus écrit : « Unis dans la même souffrance pendant quatre ans, nous le sommes encore dans la même ivresse, nous avons gagné notre solidarité. [...] Nous avons vécu les années de la fraternité. » (25 août 1944, 162). Cette solidarité

cimente, agglomère, soude toutes les individualités qui avaient opposé leur refus à l'envahisseur. Elle les rassemble en un peuple qui prouve ainsi son existence dans la lutte. « [L]e peuple vient de parler. Il a parlé par ses fusils et ses grenades, dressé sur toutes les barricades. [...] c'était la voix même de la liberté. » (233), rappelle l'éditorial du 30 septembre. Un mois auparavant, avant la fin des combats dans les rues de Paris, Camus donne sa définition du peuple : « Qu'est-ce que le peuple? C'est ce qui dans une nation ne veut jamais s'agenouiller. [...] Un peuple qui veut vivre n'attend pas qu'on lui apporte sa liberté. Il la prend. » (23 août, 156-157).

L'existence du peuple qui prend sa liberté et se bat pour elle fonde la souveraineté de la France, d'abord bien sûr contre l'ennemi mais aussi face à ses alliés, en particulier américains, réticents à reconnaître le gouvernement français sous le prétexte d'illégalité¹⁸⁾. Durant l'automne 1944, l'éditorialiste Camus monte au créneau, soutient le gouvernement provisoire, rappelant que « le général de Gaulle, les partis de la Résistance et les communistes ont scellé dans un même combat une fraternité qu'ils ne démentiront pas. [...] il n'y a aujourd'hui qu'une France [...]. Il faut que nos alliés comprennent cela et choisissent de reconnaître la France ou rien. » (30 sept., 232-233). Et s'il le faut, « La France et son gouvernement peuvent très bien vivre sans être reconnus » (277), affirme un peu péremptoirement l'éditorial du 17 octobre.

Au temps de *Combat*, la révolte camusienne établit un lien fort entre la lutte engagée par la Résistance — la nouvelle aristocratie évoquée plus haut —, la liberté du peuple et la souveraineté du pays. On peut comprendre ainsi que Georges Bataille, autre critique empathique aux côtés de Paul Ricoeur, ait fait une lecture de *L'Homme révolté* où il assimile le « dire non » du révolté à « la volonté d'être souverain (de relever de soi-même et de personne d'autre)¹⁹⁾ ». Ainsi doit-on comprendre cette remarque de l'éditorial du 8 octobre : « La Résistance a fait ce qu'elle a pu pour redonner à ce pays sa liberté. Mais elle consistait à donner au peuple sa souveraineté. La Résistance le savait et c'est ce qu'elle a cherché. » (257).

On pourrait penser que cette solidarité qui unit résistance, peuple et gouvernement marque une évolution importante par rapport au temps du *Soir républicain*. En effet, la solidarité du *Soir républicain* se fonde sur les différences, la pluralité dont le respect contribue à créer un ordre que l'on

pourrait appeler un ordre de paix, à commencer par le respect de l'ennemi ou du moins de « la part irréductible de l'homme » (III, 326), pour reprendre les mots de « Remarque sur la révolte ».

Deux solidarités donc, qui ne sont pas sans rapport avec ce qu'Émile Durkheim avait bien mis en lumière en 1893²⁰⁾ : la solidarité fondée sur la similitude qu'il appelait solidarité mécanique et la solidarité fondée sur l'interdépendance ou solidarité organique. La première correspondrait au combat de la Résistance, la seconde à la vision de l'ordre international du *Soir républicain* et que l'on retrouvera en partie dans « Ni victimes ni bourreaux » en 1946. Ces deux solidarités dans leur tension font vivre la révolte camusienne et sont une promesse, tant que la limite qu'elles dessinent est respectée, d'une certaine justice et de la paix partagée.

Je vous propose, en forme de conclusion et pour prendre un peu de recul, ces quelques mots écrits pendant la guerre froide et extraits de la fin de « Défense de *L'Homme révolté* » :

Sans la paix, je confesse ne plus voir qu'agonie. Avec elle, tout est possible et la contradiction historique où nous vivons sera dépassée, chaque adversaire fécondant l'autre, comme aujourd'hui chacun renforce l'autre. Ce jour-là, nos efforts porteront leurs fruits, si nous avons su nous tenir sur la limite [...]. (III, 377)

《注》

- 1) Ce texte est la version écrite et remaniée de mon intervention aux Trobades Littéraires Méditerranéennes Albert Camus à Minorque, 25–28 avril 2019.
- 2) Paul Ricœur, *Lectures 2 : la contrée des philosophes*, Paris, Seuil, 1989, p. 123.
- 3) *Ibid.*, p. 126–127.
- 4) Sauf indication contraire, les citations des œuvres d'Albert Camus sont extraites des *Œuvres complètes*, Paris, Gallimard, « Bibl. de la Pléiade » : t. I et II, Jacqueline Lévi-Valensi (éd.), 2006, t. III et IV, Raymond Gay-Crosier (éd.), 2008. Elles sont suivies du numéro du tome (I, II, III ou IV) et du numéro de la page.
- 5) Albert Camus — Jean Grenier, *Correspondance 1932–1960*, Avertissement et notes par Marguerite Dobrenn, Paris, Gallimard, 1981, p. 185.
- 6) Tel était le titre employé aussi bien dans la correspondance avec Jean Grenier

(*ibid.*) que dans celle avec Char. (Albert Camus — René Char, *Correspondance 1946–1959*, Édition établie, présentée et annotée par Franck Planeille, Paris, Gallimard, « Folio », 2017 [2007], p. 117. Deux dactylogrammes déposés au Fonds Camus (Ad-3-02.01 et 02) sont également désignés ainsi. Pour des raisons de continuité, l'édition des *Œuvres complètes* a retenu le titre choisi par Roger Quilliot dans l'édition précédente de « La Pléiade », alors que semble légitime l'interprétation selon laquelle ce « Post scriptum » était celui aux « Lettres sur la révolte » publiées dans *Actuelles II*, mettant ainsi fin aux nombreuses polémiques ayant suivi *L'Homme révolté*.

- 7) Ainsi Lou Marin, même s'il n'ignore pas l'étape du *Soir républicain* : voir *Écrits libertaires (1948–1960)* : Albert Camus et Maurice Joyeux, Louis Lecoïn, Gaston Leval, Rirette Maîtrejean, Jean-Paul Samson..., Rassemblés et présentés par Lou Marin, Montpellier, Indigène Éditions, 2016 [2013], p. 14–20.
- 8) Voir notre article : « “Une communauté d'esprit” : Camus, Pia, Charlier et Roblès au *Soir républicain* », *Albert Camus 24*, Albert Camus au fil des rencontres : Littérature, théâtre, politique » (Philippe Vanney, dir.), Paris, Lettres Modernes Minard, 2019, p. 95–112 (98–100).
- 9) Voir notre article : « Pascal Pia et Albert Camus au *Soir républicain* : Le combat contre la censure », *Études Camusiennes 14*, Kyoto, Seizansha, 2019, p. 30–51.
- 10) Archives nationales d'outre-mer (Aix-en-Provence), FR ANOM 91/1K56B.
- 11) Sous le titre « Contre les dictateurs belliqueux », du 18 au 23 novembre 1939. Il s'agit de larges extraits, qui n'échappent pas à la censure, du chapitre IX de *La Fin et les Moyens*, traduit de l'anglais par Jules Castier, Paris, Plon 1939.
- 12) *Op. cit.*, p. 20.
- 13) Voir entre autres les articles, sous différents pseudonymes, reproduits dans *Fragments d'un combat 1938–1940* : Alger républicain, Le Soir républicain, Édition établies, présentée et annotée par Jacqueline Lévi-Valensi et André Abbou, Paris, Gallimard, « Cahier Albert Camus 3 », 1978, « Les conditions d'une collaboration » (12 novembre), « Comment aller vers un ordre nouveau » (16 novembre), « La Société des peuples » (15 décembre), « Recherche du possible » (30 décembre), p. 638–652.
- 14) Voir note 10.
- 15) Voir notre étude « Ce long détour », in *Études camusiennes 2*, Kyoto, Seizansha, 1996, p. 62–80.
- 16) Les citations de tous les articles de *Combat* sont extraites de *Albert Camus à Combat : Éditoriaux et articles, 1944–1947*, Édition établie, présentée et annotée par Jacqueline Lévi-Valensi, Paris, Gallimard, « Folio ». Ne sont donnés entre parenthèses que la date, si cela est nécessaire, et le numéro de la page.
- 17) Voir Germaine Tillion, *La Traversée du mal*, Paris, Arléa, 2000, p. 43.

- 18) Les liens que Camus tisse entre volonté du peuple, souveraineté et reconnaissance internationale ont été étudiés dans notre article « La démocratie à l'épreuve des relations internationales : reconnaissance et ingérence », *Équinoxe, revue internationale d'études françaises* n° 13, Kyoto, Rinsen-Books, hiver 1996, p. 37-49.
- 19) Georges Bataille, *Œuvres complètes*, tome XII, « Articles 2 : 1950-1961 », Paris, Gallimard, 1988, p. 163.
- 20) Émile Durkheim, *De la division du travail social*, 1893.